ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 3 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1959	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 236

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Ν. Δ. 4007. Περὶ κυρώσεως τῆς μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας ὑπογραφείσης τὴν 18ην Ἰουνίου 1959 Συμφωνίας διὰ τὴν ἀμοιβαίαν ἀναγνώρισιν καὶ ἐκτέλεσιν τῶν δικαστικῶν ἀποφάσεων... 1

Ν. Δ. 4008. Περὶ κυρώσεως τῆς μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας ὑπογραφείσης τὴν 18ην Ἰουνίου 1959 Συμφωνίας περὶ τοῦ καταστατικοῦ τῆς μικτῆς Ἑλληνογιουγκοσλαυϊκῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν οἰκονομικὴν συνεργασίαν καὶ τεχνικὴν βοήθειαν... 2

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 4007.

Περὶ κυρώσεως τῆς μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας ὑπογραφείσης τὴν 18ην Ἰουνίου 1959 Συμφωνίας διὰ τὴν ἀμοιβαίαν ἀναγνώρισιν καὶ ἐκτέλεσιν τῶν δικαστικῶν ἀποφάσεων.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 17 Σεπτεμβρίου 1959 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

1. Κυροῦται ἐν Ἀθήναις τὴν 18ην Ἰουνίου 1959 ὑπογραφεῖσα μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας Συμφωνία διὰ τὴν ἀμοιβαίαν ἀναγνώρισιν καὶ ἐκτέλεσιν τῶν δικαστικῶν ἀποφάσεων, ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικήν.

2. Ἅπασαι αἱ διατάξεις τῆς ὡς ἄνω Συμφωνίας κτῶνται ἰσχὺν διατάξεων νόμου.

3. Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος Νομοθετικοῦ Διατάγματος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ὀκτωβρίου 1959

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ, Κ. ΚΑΛΛΙΑΣ, Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, Λ. ΔΕΡΤΙΛΗΣ, Ν. ΜΑΡΤΗΣ, Σ. ΓΚΙΚΑΣ, Κ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ, Α. ΣΤΡΑΤΟΣ, Α. ΔΗΜΗΤΡΑΤΟΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Ε. ΚΑΛΑΝΤΖΗΣ, Ε. ΚΕΦΑΛΟΓΙΑΝΝΗΣ, Δ. ΘΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΨΑΡΡΕΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 27 Ὀκτωβρίου 1959

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝ. ΚΑΛΛΙΑΣ

A C C O R D

Entre le Royaume de Grèce et la République populaire Fédérative de Youcoslavie pour la Reconnaissance Réciproque et l'Exécution des décisions judiciaires.

Le Gouvernement Royal de Grèce et le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, en vue de reconnaitre réciproquement et d'exécuter les désisions judiciaires, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

1. Chacun des Etats contractants s'engage à reconnaitre et à exécuter sur son territoire les décisions cidessous rendues sur le territoire de l'autre Etat contractant:

a) les décisions judiciaires définitives et exécutoires des tribunaux ordinaires et des tribunaux économiques (de commerce) en matière civile ou commerciale ainsi que les transactions en matière civile ou commerciale passées devant ces tribunaux, exception faite des décisions de faillite ou de concordat judiciaire;

b) les décisions définitives et exécutoires des tribunaux criminels en matière de réclamations civiles;

c) les sentences définitives et exécutoires des tribunaux d'arbitrage en matière commerciale ainsi que les transactions en matière commerciale passées devant ces tribunaux.

2. Sous tribunaux au sens de l'alinéa a) du paragraphe précédent on entend dans la République Populaire Fédérative de Yougoslavie les tribunaux économiques (de commerce).

3. Pour déterminer si un différend doit être considéré comme un différend en matière commerciale, au sens de l'alinéa (c) du paragraphe I, sera appliquée la loi de l'Etat contractant où la sentence du tribunal d'arbitrage doit être exécutée.

Article 2.

Les décisions mentionnées aux alinéas (a) et (b) du paragraphe I de l'article précédent seront reconnues et exécutées si existent les conditions suivantes:

a) si, selon la loi de l'Etat où la reconnaisance ou l'exécution doit avoir lieu, le tribunal de l'Etat où la décision a été rendue pouvait procéder en cette matière.

b) si la décision est définitive et exécutoire selon la loi de l'Etat contractant où elle est rendue.

c) si la reconnaisance ou l'exécution ne s'oppose pas à l'ordre public de l'Etat où la reconnaisance ou l'exécution doit avoir lieu;

d) si, en cas de jugement par défaut, la partie défaillante contre laquelle la désision a été rendue, a été réguliérement et en temps utile citée, conformément aux lois de l'Etat où la décision a été rendue;

e) si pour le même différend et entre les mêmes parties n'a pas été préalablement rendue une décision définitive de tribunal ou d'arbitrage au territoire de l'Etat où l'exécution doit avoir lieu.

Article 3.

Les décisions visées à l'alinéa (c), paragraphe I, de l'article premier du présente Accord (sentences arbitrales) seront reconnues et exécutées si existent les conditions prévues à l'article précédent ainsi que les conditions suivantes :

a) si la sentence du tribunal d'arbitrage est rendue en vertu d'un compromis d'arbitrage par écrit pour le différend en question ou pour ceux pouvant surgir à l'avenir;

b) si la sentence a été rendue par le tribunal d'arbitrage prévu dans le compromis d'arbitrage précité;

c) si le compromis d'arbitrage pour le différend en question ou pour ceux pouvant surgir à l'avenir est valable selon la loi de l'Etat où l'exécution doit avoir lieu. Comme loi on entend aussi les dispositions de droit international privé.

Article 4.

Même si les conditions prévues aux articles 2 et 3 sont réunies la sentence arbitrale ne sera pas exécutée:

a) si la partie contre laquelle la sentence doit être exécutée n'a pas eu la possibilité d'y prendre part du fait de la procédure défectueuse;

b) si le tribunal d'arbitrage a dépassé les limites de es pouvoirs prévus au compromis d'arbitrage.

Article 5.

1. Sauf dispositions contraires du présent Accord aux fins de permettre l'exécution et pour l'exécution ellemême seront appliquées les dispositions en vigueur de l'Etat sur le territoire duquel l'exécution doit avoir lieu.

2. Les autorités judiciaires aux fins de permettre l'exécution se borneront à établir l'existence des conditions prévues aux articles 2, 3 et 4, selon le cas. Si ces conditions existent l'exécution de la sentence doit être ordonnée.

Article 6.

1. La demande d'exécution doit être présentée soit directement au tribunal compétant par toute partie intéressée soit par la voie diplomatique.

2. A la demande d'exécution il faut joidre, selon le cas :

— une copie certifiée conforme de la décision du tribunal ou de la transaction judiciaire avec attestation qu'elles sont définitives et exécutoires ;

— un certificat attestant que la partie n'ayant pas participé à la procédure et contre laquelle la décision est rendue a été régulièrement et en temps utile citée conformément à la loi de l'Etat où la décision a été rendue ;

— une preuve que l'exécution est demandée en vertu de la sentence arbitrale ;

— une preuve que l'affaire a été soumise à la juridiction du tribunal d'arbitrage ;

— une traduction officielle ou certifiée conforme par un traducteur assermenté de la décision ou de la transaction dans la langue de l'Etat où l'exécution doit avoir lieu ou en langue française et de tous les autres documents requis conformément à ce qui précède.

Aerticle 7.

Les dispositions des articles 1 à 6 seront applicables aux décisions et transactions devenues exécutoires après la date d'entrée en vigueur du présent Accord.

Article 8.

1. Chacun des Etats contractants reconnaîtra sur son territoire les décisions judiciaires portant sur le statut personnel de ses ressortissants rendues sur le territoire de l'autre Etat contractant, sous les conditions prévues aux alinéas (a), (b), (d) et (e) de l'article 2 du présent Accord et pourvu qu'elles ne soient pas en contradiction avec les dispositions (y compris les dispositions de droit international privé) applicables au règlement de ces rapports sur son propre territoire.

2. Les décisions judiciaires des Etats contractants portant sur le statut personnel de ressortissants d'un pays tiers ne seront reconnues sur le territoire de l' autre Etat contranctant que si elles sont reconnues sur le territoire de l'Etat dont les personnes en question sont ressortissants.

Article 9.

1. La reconnaissance des décisions en matière de statut personnel peut être demandée par toute personne y ayant un intérêt juridique.

2. Les décisions reconnues conformément à 'l

article précedent produisent le même effet juridique que les décisions des dribunaux nationaux.

3. Pour la reconnaissance des décisions en matière de statut personnel seront appliquées les dispositions de l'article 5, paragraphe 1, et de l'article 6 du présent Accord.

Article 10

1. Les décisions judiciaires définitives de l' un des Etats contractants en matière de statut personnel de ses ressortissants sont reconnues sur le territoire de l' autre Etat contractant sans être réexaminées à la suite des dispositions des articles 8 et 9 du présent Accord.

2. En vertu des décisions mentionnées au paragraphe précédent sera effectuée l' inscription des changements au registre de l'état-civil concernant le statut personnel, après accord préalable du secrétariat d' Etat fédéral de l' Intérieur, du côté Yougoslave, ou du Ministère de la Justice ou de l' Intérieur, du côté Grec, selon le cas.

3. L' inscription au registre, conformément au paragraphe précédent, sera fait sur demande de la partie interessée ou de l' autorité de l' Etat contractant où la décision a été rendue.

4. Si l' autorité mentionnée au paragraphe 2 du présent article qui devra autoriser l' inscription au registe concernant le statut personnel considère que la décision en question se rapporte au statut personnel de l' un de ses propres ressortissants, elle renvoie l' affaire au tribunal compétent qui appliquera les dispositions des articles 8 et 9 du présent Accord.

Article 11.

Les dispositions ci – dessus relatives à l' exécution des sentences ne portent pas atteinte aux dispositions en vigueur à l' Etat contractant où l' exécution a eu lieu concernant le transfert des montants ou l' exportation des biens provenant de l' exécution.

Article 12.

1. Les différends relatifs à l' interprétation ou à l' application des dispositions du présent Accord seront réglés entre les Etats contractants par la voie–diplomatique.

2. Si on n' arrive pas à un accord entre les deux Parties par la voie diplomatique dans les trois mois l' affaire sera portée sur demande de l' une ou de l' autre des parties à un tribunal d' arbitrage ad hoc. Ce tribunal sera composé d' un membre désigné par chacune des Parties contractantes et d' un troisième arbitre ressortissant d' un Etat tiers choisi par les deux arbitres nationaux. Si les arbitres nationaux ne tombent pas d' accord dans le délai de deux mois après leur désignation, qui devra être faite dans le délai d' un mois après la demande plus haut mentionnée de la partie intéessée, le tiers arbitre sera nommé par le Président de la Cour International de Justice.

Article 13.

1. Le présent Accord sera ratifie et les instruments de ratification seront échangés à Beograd.

2. Le présent Accord entrera en vigueur trente jours après l' échange des ratifications.

3. Le présent Accord est conclu pour une période indéterminée. Il cessera d' être en vigueur après l' expiration d' un délai de trois mois à dater de sa dénonciation, par la voie diplomatique, de la part de l' un ou de l' autre des Etats contractants.

Fait et signé à Athènes, le 18 Juin 1959, en deux exemplaires originaux en langue française.

Pour le Gouvernement Royal de Grèce, Evanghelos Averoff – Tossizza

Pour le Gouvernement, de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, Koca Popovic

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας διὰ τὴν ἀμοιβαίαν ἀναγνώρισιν καὶ ἐκτέλεσιν τῶν δικαστικῶν ἀποφάσεων.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας ἐν ὄψει τῆς ἀμοιβαίας ὑπ' αὐτῶν ἀναγνωρίσεως καὶ ἐκτελέσεως τῶν δικαστικῶν ἀποφάσεων, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων:

Ἄρθρον 1.

1. Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἀναγνωρίζῃ καὶ ἐκτελῇ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ τὰς κάτωθι ἀποφάσεις, τὰς ἐκδοθείσας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Κράτους:

α) Τὰς ὁριστικὰς καὶ ἐκτελεστὰς δικαστικὰς ἀποφάσεις ταχτικῶν καὶ οἰκονομικῶν (ἐμπορικῶν) δικαστηρίων, ἐπὶ ἀστικῶν ἢ ἐμπορικῶν ὑποθέσεων, ὡς καὶ πράξεις συμβιβασμοῦ γενομένας ἐνώπιον τῶν ὡς ἄνω δικαστηρίων ἐπὶ ἀστικῶν ἢ ἐμπορικῶν ὑποθέσεων, ἐξαιρέσει τῶν περὶ πτωχεύσεως ἢ δικαστικοῦ πτωχευτικοῦ συμβιβασμοῦ ἀποφάσεων.

β) Τὰς ὁριστικὰς καὶ ἐκτελεστὰς ἀποφάσεις ποινικῶν δικαστηρίων ἐπὶ ἀστικῶν ἀπαιτήσεων.

γ) Τὰς ὁριστικὰς καὶ ἐκτελεστὰς ἀποφάσεις διαιτητικῶν δικαστηρίων ἐπὶ ἐμπορικῶν ὑποθέσεων ὡς καὶ τὰς πράξεις συμβιβασμοῦ τὰς γενομένας ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων τούτων ἐπὶ ἐμπορικῶν ὑποθέσεων.

2. Ὡς δικαστήρια ἐν τῇ ἐννοίᾳ τοῦ ἐδαφίου α' τῆς προηγουμένης παραγράφου νοοῦνται ἐν τῇ Λαϊκῇ Ὁμοσπονδιακῇ Δημοκρατίᾳ τῆς Γιουγκοσλαυΐας τὰ οἰκονομικὰ δικαστήρια (ἐμποροδικεῖα).

3. Προκειμένου νὰ καθορισθῇ ἐὰν διαφορά τις δέον νὰ θεωρηθῇ ὡς διαφορὰ ἐπὶ ἐμπορικῆς ὑποθέσεως ἐν τῇ ἐννοίᾳ τοῦ ἐδαφίου γ' τῆς παραγράφου 1, ἐφαρμόζεται τὸ δίκαιον τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους ἐν ᾧ ἡ ἀπόφασις τοῦ διαιτητικοῦ δικαστηρίου δέον νὰ ἐκτελεσθῇ.

Ἄρθρον 2.

Αἱ ἀποφάσεις αἱ ἀναφερόμεναι ἐν τοῖς ἐδαφίοις α' καὶ β' τῆς παραγράφου 1 τοῦ προηγουμένου ἄρθρου ἀναγνωρίζονται καὶ ἐκτελοῦνται ἐὰν ὑφίστανται αἱ κάτωθι προϋποθέσεις:

α) Ἐὰν κατὰ τὸ δίκαιον τοῦ Κράτους ἔνθα ἡ ἀναγνώρισις καὶ ἡ ἐκτέλεσις δέον νὰ λάβωσι χώραν τὸ δικαστήριον τοῦ Κράτους, ἐν ᾧ ἐξεδόθη ἡ ἀπόφασις, ἠδύνατο νὰ προβῇ εἰς τὴν ἐκδίκασιν τῆς ὑποθέσεως,

β) ἐὰν ἡ ἀπόφασις τυγχάνῃ ὁριστικὴ καὶ ἐκτελεστὴ κατὰ τὸ δίκαιον τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους ἐν ᾧ ἐξεδόθη,

γ) ἐὰν ἡ ἀναγνώρισις ἢ ἡ ἐκτέλεσις δὲν ἀντίκεινται εἰς τὴν δημοσίαν τάξιν τοῦ Κράτους ἔνθα δέον αὗται νὰ λάβωσι χώραν,

δ) ἐάν, ἐν περιπτώσει ἀποφάσεως ἐκδοθείσης ἐρήμην, ὁ ἐρημοδικήσας διάδικος, εἰς βάρος τοῦ ὁποίου ἐξεδόθη ἡ ἀπόφασις, ἐκλητεύθη νομίμως καὶ ἐμπροθέσμως, κατὰ τὸ δίκαιον τοῦ Κράτους ἐν ᾧ ἐξεδόθη ἡ ἀπόφασις,

ε) ἐὰν ἐπὶ τῆς αὐτῆς διαφορᾶς καὶ μεταξὺ τῶν αὐτῶν μερῶν δὲν ἐξεδόθη προηγουμένως ὁριστικὴ δικαστικὴ ἢ διαιτητικὴ ἀπόφασις ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Κράτους ἔνθα ἡ ἐκτέλεσις δέον νὰ λάβῃ χώραν.

Ἄρθρον 3.

Αἱ ἐν τῷ ἐδαφ. γ' τῆς παραγράφου 1 τοῦ πρώτου ἄρθρου τῆς παρούσης συμφωνίας προβλεπόμεναι ἀποφάσεις (διαιτητικαὶ ἀπαφάσεις) ἀναγνωρίζονται καὶ ἐκτελοῦνται ἐφ' ὅσον ὑφίστανται ἐκτὸς τῶν ὑπὸ τοῦ προηγουμένου ἄρθρου προβλεπομένων καὶ αἱ κάτωθι προϋποθέσεις:

α) Ἐὰν ἡ ἀπόφασις τοῦ διαιτητικοῦ δικαστηρίου ἐξεδόθη δυνάμει συνυποσχετικοῦ ἐγγράφως συνταγέντος, περὶ τῆς ἐν λόγῳ διαφορᾶς ἢ περὶ τῶν ἐνδεχομένων νὰ ἀναφανῶσιν ἐν τῷ μέλλοντι διαφορῶν,

β) ἐὰν ἡ ἀπόφασις ἐξεδόθη ὑπὸ τοῦ διαιτητικοῦ δικαστηρίου τοῦ προβλεπομένου ἐν τῷ προαναφερθέντι συνυποσχετικῷ,

γ) ἐὰν τὸ συνυποσχετικὸν περὶ τῆς ἐν λόγῳ διαφορᾶς ἢ περὶ μελλοντικῶν τοιούτων εἶναι ἔγκυρον κατὰ τὸ δίκαιον τοῦ Κράτους ἔνθα δέον νὰ λάβῃ χώραν ἡ ἐκτέλεσις. Ὑπὸ τὸν ὅρον «δίκαιον» νοοῦνται ἐπίσης αἱ διατάξεις τοῦ ἰδιωτικοῦ διεθνοῦς δικαίου.

Ἄρθρον 4.

Ἡ διαιτητικὴ ἀπόφασις δὲν ἐκτελεῖται ἔστω καὶ ἂν συντρέχωσιν αἱ ὑπὸ τῶν ἄρθρων 2 καὶ 3 προβλεπόμεναι προϋποθέσεις:

α) Ἐὰν ὁ καθ' οὗ ἡ ἐκτέλεσις τῆς ἀποφάσεως δὲν ἠδυνήθη νὰ συμμετάσχῃ ἕνεκεν ἐλλιποῦς διαδικασίας,

β) ἐὰν τὸ διαιτητικὸν δικαστήριον ὑπερέβη τὰ ὑπὸ τοῦ συνυποσχετικοῦ προβλεπόμενα ὅρια δικαιοδοσίας του.

Ἄρθρον 5.

1) Ἐκτὸς ἐναντίων διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας διὰ τὸ ἐπιτρεπτὸν τῆς ἐκτελέσεως καὶ δι' αὐτὴν ταύτην τὴν ἐκτέλεσιν ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις ἐν ἰσχύϊ ἐν τῷ Κράτει ἔνθα δέον νὰ λάβῃ χώραν ἡ ἐκτέλεσις.

2) Ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως ἐπιτρέψωσι τὴν ἐκτέλεσιν, αἱ δικαστικαὶ ἀρχαὶ περιορίζονται εἰς τὴν ἐξακρίβωσιν τῆς ὑπάρξεως, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, τῶν ὑπὸ τῶν ἄρθρων 2, 3 καὶ 4 προβλεπομένων προϋποθέσεων. Συντρεχουσῶν τῶν ὡς ἄνω προϋποθέσεων δέον νὰ διαταχθῇ ἡ ἐκτέλεσις τῆς ἀποφάσεως.

Ἄρθρον 6.

1) Ἡ αἴτησις ἐκτελέσεως ὑποβάλλεται, εἴτε ἀπ' εὐθείας εἰς τὸ ἁρμόδιον δικαστήριον ὑπὸ παντὸς ἐνδιαφερομένου εἴτε διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

2) Εἰς τὴν ἐκτέλεσιν δέον, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, νὰ ἐπισυνάπτωνται:

Βεβαιωμένον ἀντίγραφον τῆς δικαστικῆς ἀποφάσεως ἢ πράξεως δικαστικοῦ συμβιβασμοῦ μετὰ βεβαιώσεως ὅτι αὗται τυγχάνουσιν ὁριστικαὶ καὶ ἐκτελεσταί·

— πιστοποιητικὸν βεβαιοῦν ὅτι ὁ μὴ συμμετασχὼν εἰς τὴν διαδικασίαν διάδικος, εἰς βάρος τοῦ ὁποίου ἐξεδόθη ἡ ἀπόφασις, ἐκλητεύθη νομίμως καὶ ἐμπροθέσμως κατὰ τὸ δίκαιον τοῦ Κράτους ἐν ᾧ ἐξεδόθη ἡ ἀπόφασις·

— ἀπόδειξις περὶ τοῦ ὅτι ἡ ἐκτέλεσις ζητεῖται δυνάμει τῆς διαιτητικῆς ἀποφάσεως·

— ἀπόδειξις περὶ τοῦ ὅτι ἡ ὑπόθεσις ὑπεβλήθη εἰς τὴν δικαιοδοσίαν τοῦ διαιτητικοῦ δικαστηρίου.

Ἐπίσημος ἢ βεβαιωμένη μετάφρασις, ὑπὸ ὁρκωτοῦ διερμηνέως, τῆς ἀποφάσεως ἢ τῆς πράξεως συμβιβασμοῦ, ὡς καὶ πάντων τῶν κατὰ τὰ ἀνωτέρω ἀπαιτουμένων ἐγγράφων, εἰς τὴν γλῶσσαν τοῦ Κράτους ἔνθα δέον νὰ λάβῃ χώραν ἡ ἐκτέλεσις ἢ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν.

Ἄρθρον 7.

Αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 1 ἕως 6 ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῶν ἀποφάσεων καὶ τῶν πράξεων συμβιβασμοῦ αἵτινες κατέστησαν ἐκτελεσταὶ μετὰ τὴν θέσιν ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρον 8.

1) Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν ἀναγνωρίζει ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ τὰς ἀναφερομένας εἰς τὴν προσωπικὴν κατάστασιν τῶν ὑπηκόων των δικαστικὰς ἀποφάσεις, τὰς ἐκδοθείσας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Κράτους, ὑπὸ τοὺς ὅρους τῶν ἐδαφίων α, β, δ καὶ ε τοῦ ἄρθρου 2 τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ ἐφ' ὅσον αὗται δὲν ἀντίκεινται εἰς διατάξεις (περιλαμβανομένων καὶ τῶν τοῦ ἰδιωτικοῦ διεθνοῦς δικαίου) ἐφαρμοζομένας ἐπὶ τῶν ὡς ἄνω σχέσεων ἐπὶ τοῦ ἰδίου αὐτοῦ ἐδάφους.

2) Αἱ δικαστικαὶ ἀποφάσεις τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, αἱ ἀφορώσαι τὴν προσωπικὴν κατάστασιν ὑπηκόων τρίτης χώρας, δὲν ἀναγνωρίζονται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Κράτους εἰμὴ μόνον ἐὰν αὗται ἀναγνωρίζωνται ἐν τῷ κράτει, οὗτινος τὰ ἐν λόγῳ πρόσωπα τυγχάνουσιν ὑπήκοοι.

Ἄρθρον 9.

1) Ἡ ἀναγνώρισις ἀποφάσεων σχετικῶν πρὸς τὴν προσωπικὴν κατάστασιν δύναται νὰ ζητηθῇ παρὰ παντὸς ἔχοντος ἔννομον συμφέρον.

2) Αἱ κατὰ τὸ προηγούμενον ἄρθρον ἀναγνωρισθεῖσαι ἀποφάσεις παράγουσι τὰ αὐτὰ ὡς καὶ αἱ ἀποφάσεις τῶν ἐθνικῶν δικαστηρίων ἀποτελέσματα.

3) Διὰ τὴν ἀναγνώρισιν τῶν περὶ προσωπικῆς καταστάσεως ἀποφάσεων ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 5 παράγραφος 1 καὶ τοῦ ἄρθρου 6 τῆς παρούσης Συμμφωνίας.

Ἄρθρον 10.

1) Αἱ περὶ προσωπικῆς καταστάσεως ὁριστικαὶ δικαστικαὶ ἀποφάσεις τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, αἱ ἀφορῶσαι ὑπηκόους αὐτοῦ, ἀναγνωρίζονται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Κράτους, κατὰ τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 8 καὶ 9 τῆς παρούσης Συμφωνίας, χωρὶς νὰ ἐπανεξετασθῶσι.

2) Ἡ εἰς τὰ ληξιαρχικὰ βιβλία ἀναγραφὴ τῶν ἀφορωσῶν τὴν προσωπικὴν κατάστασιν μεταβολῶν ἐνεργεῖται δυνάμει τῶν ἀποφάσεων τῶν ἀναφερομένων ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ, μετὰ προηγουμένην σύμφωνον γνώμην τῶν Ὑπουργείων Δικαιοσύνης ἢ Ἐσωτερικῶν, ἀπὸ ἑλληνικῆς πλευρᾶς, ἢ τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Ὑπουργείου τῶν Ἐσωτερικῶν ἀπὸ γιουγκοσλαυϊκῆς πλευρᾶς, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως.

3) Ἡ κατὰ τὴν προηγουμένην παράγραφον ἀναγραφὴ εἰς τὰ ληξιαρχικὰ βιβλία διενεργεῖται τῇ αἰτήσει τοῦ ἐνδιαφερομένου μέρους ἢ τῆς ἀρχῆς τοῦ συμβαλλομένου Κράτους ἐν ᾧ ἐξεδόθη ἡ ἀπόφασις.

4) Ἐν ᾗ περιπτώσει ἡ ἐν τῇ παραγράφῳ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου μνημονευομένη ἀρχή, ἥτις ἐγκρίνει τὴν περὶ προσωπικῆς καταστάσεως ἐγγραφὴν εἰς τὰ ληξιαρχικὰ βιβλία, θεωρεῖ ὅτι ἡ ἐν λόγῳ ἀπόφασις ἀφορᾷ εἰς τὴν προσωπικὴν κατάστασιν τινὸς ἐκ τῶν ἰδίων αὐτῆς ὑπηκόων, ἐπαναφέρει τὴν ὑπόθεσιν εἰς τὸ ἁρμόδιον δικαστήριον, ὅπερ ἐφαρμόζει τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 8 καὶ 9 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 11.

Αἱ ὡς ἄνω διατάξεις, αἱ σχετικαὶ πρὸς ἐκτέλεσιν τῶν ἀποφάσεων, δὲν δύνανται νὰ ἀντίκεινται εἰς τὰς ἐν ἰσχύϊ διατάξεις τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους, ἔνθα δέον νὰ λάβῃ χώραν ἡ ἐκτέλεσις, τὰς ἀφορώσας τὴν μεταφορὰν τῶν ποσῶν ἢ τὴν ἐξαγωγὴν τῶν περιουσιακῶν στοιχείων τῶν προερχομένων ἐκ τῆς ἐκτελέσεως.

Ἄρθρον 12.

1) Αἱ περὶ τὴν ἑρμηνείαν ἢ ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας διαφοραὶ ρυθμίζονται μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

2) Ἐν περιπτώσει μὴ ἐπιτεύξεως συμφωνίας ἐντὸς τριῶν μηνῶν μεταξὺ τῶν δύο Μερῶν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, ἡ ὑπόθεσις, τῇ αἰτήσει τοῦ ἑνὸς ἢ τοῦ ἑτέρου τῶν Μερῶν, φέρεται ἐνώπιον διαιτητικοῦ δικαστηρίου, ἐπὶ τούτῳ συνιστωμένου. Τὸ δικαστήριον τοῦτο ἀπαρτίζεται ἐξ ἑνὸς μέλους διοριζομένου ὑπὸ ἑκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ ἑνὸς τρίτου διαιτητοῦ ὑπηκόου τρίτου κράτους, ἐκλεγομένου ὑπὸ τῶν δύο ἐθνικῶν διαιτητῶν. Ἐὰν οἱ ἐθνικοὶ διαιτηταὶ δὲν συμφωνήσωσι ἐντὸς δύο μηνῶν ἀπὸ τοῦ διορισμοῦ των, ζητις δέον νὰ λάβῃ χώραν ἐντὸς μηνὸς ἀπὸ τῆς προαναφερθείσης αἰτήσεως τοῦ ἐνδιαφερομένου Μέρους, ὁ τρίτος διαιτητὴς διορίζεται ὑπὸ τοῦ Προέδρου τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου.

Ἄρθρον 13.

1) Ἡ παροῦσα Συμφωνία θέλει ἐπικυρωθῇ καὶ ἡ ἀνταλλαγὴ τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως θέλει λάβει χώραν ἐν Βελιγραδίῳ.

2) Ἡ παροῦσα Συμφωνία θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τριάκοντα ἡμέρας μετὰ τὴν ἀνταλλαγὴν τῶν ἐπικυρώσεων.

3) Ἡ παροῦσα Συμφωνία ἰσχύει ἐπ' ἀόριστον. Ἡ ἰσχὺς αὐτῆς παύει μετὰ παρέλευσιν τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς καταγγελίας της ὑπὸ τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Ἰουνίου 1959 εἰς διπλοῦν, εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος
Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρ. τῆς Γιουγκοσλαυίας
ΚΟΤΣΑ ΠΟΠΟΒΙΤΣ

(2)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 4008.

Περὶ κυρώσεως τῆς μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας ὑπογραφείσης τὴν 18ην Ἰουνίου 1959 Συμφωνίας περὶ τοῦ καταστατικοῦ τῆς μικτῆς Ἑλληνογιουγκοσλαυϊκῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν οἰκονομικὴν συνεργασίαν καὶ τεχνικὴν βοήθειαν.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 18 Σεπτεμβρίου 1959 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

1. Κυροῦται ἡ ἐν Ἀθήναις τὴν 18ην Ἰουνίου 1959 ὑπογραφεῖσα μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας Συμφωνία περὶ τοῦ καταστατικοῦ τῆς Μικτῆς Ἑλληνογιουγκοσλαυϊκῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν οἰκονομικὴν συνεργασίαν καὶ τεχνικὴν βοήθειαν, ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικήν.

2. Ἅπασαι αἱ διατάξεις τῆς ὡς ἄνω Συμφωνίας κτῶνται ἰσχὺν διατάξεων νόμου.

3. Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος Νομοθετικοῦ Διατάγματος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ὀκτωβρίου 1959

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ, Κ. ΚΑΛΛΙΑΣ, Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, Λ. ΔΕΡΤΙΛΗΣ, Ν. ΜΑΡΤΗΣ, Σ. ΓΚΙΚΑΣ, Κ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ, Α. ΣΤΡΑΤΟΣ, Α. ΔΗΜΗΤΡΑΤΟΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Ε. ΚΑΛΑΝΤΖΗΣ, Ε. ΚΕΦΑΛΟΓΙΑΝΝΗΣ, Δ. ΘΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΨΑΡΡΕΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 27 Ὀκτωβρίου 1959

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝ. ΚΑΛΛΙΑΣ

ACCORD

Entre le Royaume de Grèce et la Republique Populaire Fédérative de Yougoslavie concernant le statut du comite mixte Greco-Yougoslave pour la collaboration économique et l'assistance technique.

Le Gouvernement Royale de Grèce et le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, à l'effet de contribuer à une application des plus efficaces du Protocole concernant la collaboration et l'assistance technique entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, du 11 septembre 1956, sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Est institué un Comité mixte gréco-yougoslave pour la coopération économique et l'assistance technique (ci-dessous Comité) prévu au paragraphe IV du Protocole concernant la collaboration économique et l' assistance technique, du 11 septembre 1956.

Article 2.

Le Comité est composé de trois représentants désignés par le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie qui constituent la partie yougoslave dudit Comité, et de trois représentants désignés par le Gouvernement Royal de Grèce qui constituent la partie grecque du Comité. Chacune des deux parties nationales du Comité aura son président et son secrétaire.

Article 3.

La tâche du Comité est, conformément au Protocole concernant la collaboration économique et l' assistance technique entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, d'examiner les possibilités, de proposer les mesures et de travailler à l'élargissement et au développement de la coopération économique et de l'assistance technique entre les deux Pays, de soumettre, à cette fin, des propositions aux deux Gouvernements et d'encourager les organisations économiques et les institutions intéressées des deux pays.

Article 4.

En vue de réaliser sa tâche, le Comité s'appliquera notamment, selon les besoins des organisations économiques et des institutions intéressées des deux Pays, à ce que la collaboration économique et l'assistance technique englobent :

a) la coopération dans le domaine de la production industrielle et agricole par voie d'utilisation réciproque des capacités de production disponibles des deux Pays;

b) la coopération dans l'étude ou l'exécution des projets permettant l'accroissement des capacités de production, l'augmentation de la productivité du travail, la cession de brevets, licences, documentation technique et d'autre matériel similaire ;

c) la collaboration dans le domaine des recherches scientifiques, y compris les travaux de recherche et l'assistance dans l'organisation des instituts et institutions de recherches scientifiques ;

d) la coopération dans l'étude des marchés tiers, ainsi que l'établissement et l'exécution de projets sur ces marchés ;

e) l'envoi d'experts en vue d'offrir l'assistance technique et de transmettre les expériences ;

f) l'envoi de cadres en vue de leur perfectionnement professionnel par voie de travaux pratiques ou d'études et en vue des connaissances dans le domaine des réalisations scientifiques par voie de visites, de conférence et d'autres moyens convenus ;

g) d'autres aspects de coopération économique et d'assistance technique préalablement convenus entre les deux Parties contractantes.

Article 5.

La collaboration économique et l'assistance technique dans les aspects cités à l'article 4 du présent Statut, seront appliquées sur la base des contrats conclus entre les organisations économiques et les institutions intéressées des deux Pays. Ces contrats doivent être en conformité avec les prescriptions juridiques en vigueur sur le territoire de chacune des deux Parties contractantes et avec leurs engagements internationaux.

Article 6.

Le règlement des frais occasionnés par l'assistance technique fournie conformément à l'article 4, paragraphe (c), (e) et (f) du présent Statut se-fera en vertu des dispositions de l'Accord de paiement en vigueur à la date de ce règlement entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie.

Article 7.

Les sessions ordinaires du Comité auront lieu une fois l'an. En cas de besoin et sur proposition d'une des parties nationales du Comité, les sessions extraordinaires du Comité peuvent être convoquées.

Les sessions ordinaires et extraordinaires du Comit se tiendront successivement dans le Royaume de Grèce et dans la République Populaire Fédérative de Yougoslavie.

Article 8.

Deux mois avant la session du Comité, les présidents des deux parties nationales du Comité échangeront par écrit des projets d'ordre du jour de la session et des propositions concrètes du programme de collaboration économique et d'assistance technique devant être examinés à la session du Comité.

A l'ordre du jour de la session seront insctrits les points proposés par les deux présidents des parties nationales du Comité. L'ordre que les questions à examiner doivent suivre sera fixé par accord des deux présidents. Si l'accord à ce sujet fait défaut, les propositions sont mises à l'ordre du jour selon l'ordre dans lequel elles ont été présentées.

Article 9.

A sa session, le Comité, avec l'accord de ses deux parties nationales, décide des recommandations et des propostitions dans toutes les questions concernant la collaboration économique et l'assistance technique et les faits insérer au procès-verbal de la session.

Le procès-verbal est établi en deux originaux en français signés par les deux présidents des parties nationales du Comité.

Le procès verbal entrera en vigueur après son approbation par les autorités compétentes des deux pays que les deux Parties se notifieront par la voie diplomatique.

Article 10.

Les parties nationales du Comité peuvent se faire accompagner à la session par des experts et des conseillers qui participeront aux travaux du Comité dans les questions convenues par les deux présidents des parties nationales du Comité.

Article 11.

En cas de besoin et en vue d'examiner les problèmes concrets de coopération, le Comité peut former des groupes de travail. Chacun de ces groupes est constitué par la partie nationale grecque et la partie nationale yougoslave, composée chacune du nombre nécessaire de membres. Les parties nationales du Comité désigneront parmi leurs membres les présidents des parties nationales respectives de ces groupes de travail.

Les groupes de travail se réuniront selon les besoins, et le principe de réunion par roulement dans le

Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie sera appliqué aussi pour les réunions des groupes de travail. Les procès verbaux des réunions des groupes de travail, après leur approbation par les deux présidents des parties nationales du Comité, seront transmis pour autorisation aux autorités compétentes des deux Pays..

Article 12.

Seront désignés président et secrétaire de la session, ainsi que président du groupe de travail, le président et le secrétaire de la partie nationale du Comité, soit le président de la partie nationale du groupe de travail sur le territoire de laquelle la session a lieu. La partie nationale du Comité, soit celle du groupe de travail, sur le territoire de la quelle se tient la session, assure les travaux du secrétariat de la session du Comité et du groupe de travail.

Les dépenses afférentes à l'organisation et au déroulement de la session sont à la charge de la Partie sur le territoire de laquelle la session a lieu. Les frais personnels et les frais de déplacement des membres du Comité et des groupes de travail, des experts et des autres personnes prenant part aux travaux du Comité sont à la charge de la Partie qu'elles représentent.

Article 13.

Les parties nationales du Comité et celles des groupes de travail communiqueront directement et leur correspondance sera signée par le président ou le secrétaire de la partie nationale du Comité, ou par le président de la partie nationale du groupre de travail.

Article 14.

La langue officielle des travaux du Comité et des groupes de travail sera le français. Sur accord des présidents des deux parties nationales du Comité, soit des présidents des parties nationales du groupe de travail, une autre langue peut être admise comme langue officielle..

Article 15.

L'exécution des conclusions et des recommandations contenues dans les procès-verbaux des sessions du Comité et des groupes de travail, approuvées par les autorités compétentes des deux Pays, sera confiée dans chaque pays à un organisme désigné à cette fin par l'autorité dudit pays dont les présidents des parties nationales du Comité s'informeront réciproquement.

Article 16.

Le présent Accord est valable pour une période de 5 ans à compter de la date de son entrée en vigueur. Le présent Accord sera automatiquement prolongé, chaque fois pour une période de 5 ans, à moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce 6 mois avant son expiration.

Article 17.

Le présent Accord sera ratifié et entrera en vigueur au jour de l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Beograd.

Fait à Athènes, le 18 juin 1959, en deux exemplaires originaux en langue française.

Pour le Gouvernement Royal de Grèce	Pour le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie
EVANGHELOS AVEROFF-TOSSIZZA	KOCA POPOVIC

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Περὶ τοῦ καταστατικοῦ τῆς Μικτῆς Ἑλληνογιουγκοσλαυϊκῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν οἰκονομικὴν συνεργασίαν καὶ τεχνικὴν βοήθειαν.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας, ἐπὶ τῷ τέλει μιᾶς πλέον ἀποτελεσματικῆς ἐφαρμογῆς τοῦ ἀπὸ 11 Σεπτεμβρίου 1956 Πρωτοκόλλου περὶ οἰκονομικῆς συνεργασίας καὶ τεχνικῆς βοηθείας, μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι:

Ἄρθρον 1.

Συνιστᾶται Μικτὴ Ἑλληνογιουγκοσλαυϊκὴ Ἐπιτροπὴ διὰ τὴν οἰκονομικὴν συνεργασίαν καὶ τεχνικὴν βοήθειαν (κατωτέρω ὀνομαζομένη Ἐπιτροπή), προβλεπομένη ὑπὸ τῆς παραγράφου IV τοῦ περὶ οἰκονομικῆς συνεργασίας καὶ τεχνικῆς βοηθείας Πρωτοκόλλου τῆς 11ης Σεπτεμβρίου 1956.

Ἄρθρον 2.

Ἡ Ἐπιτροπὴ ἀποτελεῖται ἐκ τριῶν ἀντιπροσώπων διοριζομένων ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἀποτελούντων τὸ ἑλληνικὸν τμῆμα αὐτῆς καὶ ἐξ ἑτέρων τριῶν, διοριζομένων ὑπὸ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας καὶ ἀποτελούντων τὸ γιουγκοσλαυϊκὸν τμῆμα τῆς Ἐπιτροπῆς. Ἕκαστον τῶν δύο ἐθνικῶν τμημάτων τῆς Ἐπιτροπῆς ἔχει τὸν πρόεδρον καὶ τὸν γραμματέα αὐτοῦ.

Ἄρθρον 3.

Ἔργον τῆς Ἐπιτροπῆς εἶναι, συμφώνως τῷ Πρωτοκόλλῳ περὶ οἰκονομικῆς συνεργασίας καὶ τεχνικῆς βοηθείας μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας, ἡ ἐξέτασις τῶν δυνατοτήτων διευρύνσεως καὶ ἀναπτύξεως τῆς μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν οἰκονομικῆς συνεργασίας καὶ τεχνικῆς βοηθείας, ἡ πρότασις μέτρων καὶ ἡ πρὸς τὴν κατεύθυνσιν ταύτην ἐργασία, ἡ ἐπὶ τῷ τέλει τούτῳ ὑποβολὴ προτάσεων εἰς τὰς δύο Κυβερνήσεις ὡς καὶ ἡ ἐνθάρρυνσις τῶν οἰκονομικῶν ὀργανώσεων καὶ ἐνδιαφερομένων ἱδρυμάτων τῶν δύο χωρῶν.

Ἄρθρον 4.

Πρὸς ἐκπλήρωσιν τοῦ ἔργου της ἡ Ἐπιτροπὴ θέλει ἐπιδιώξει συγκεκριμένως, ἀναλόγως τῶν ἀναγκῶν τῶν οἰκονομικῶν ὀργανώσεων καὶ ἐνδιαφερομένων ἱδρυμάτων τῶν δύο χωρῶν, ὅπως ἡ οἰκονομικὴ συνεργασία καὶ ἡ τεχνικὴ βοήθεια περιλάβωσιν :

α) τὴν συνεργασίαν εἰς τὸν τομέα τῆς βιομηχανικῆς καὶ ἀγροτικῆς παραγωγῆς διὰ τῆς ἀμοιβαίας χρησιμοποιήσεως τῶν διαθεσίμων παραγωγικῶν ἱκανοτήτων τῶν δύο χωρῶν,

β) τὴν συνεργασίαν ἐν τῇ μελέτῃ ἢ ἐκτελέσει σχεδίων ἐπιτρεπόντων τὴν αὔξησιν τῶν παραγωγικῶν ἱκανοτήτων, τὴν αὔξησιν τῆς παραγωγικότητος τῆς ἐργασίας, τὴν παραχώρησιν διπλωμάτων εὑρεσιτεχνίας, ἀδειῶν, τεχνικῶν μελετῶν καὶ ἄλλου παρομοίου ὑλικοῦ,

γ) τὴν συνεργασίαν εἰς τὸν τομέα ἐπιστημονικῶν ἐρευνῶν συμπεριλαμβανομένων τῶν ἐρευνῶν καὶ τῆς βοηθείας ἐν τῇ ὀργανώσει τῶν ἱδρυμάτων καὶ ὀργανισμῶν ἐπιστημονικῶν ἐρευνῶν,

δ) τὴν συνεργασίαν εἰς τὸν τομέα τῶν τρίτων ἀγορῶν ὡς καὶ εἰς τὸν τομέα τῆς καταστρώσεως καὶ ἐκτελέσεως σχεδίων ἐπὶ τῶν τοιούτων ἀγορῶν,

ε) τὴν ἀποστολὴν πραγματογνωμόνων, ἐν δέῃ προσφορᾶς τεχνικῆς βοηθείας καὶ διεξαγωγῆς πειραμάτων,

στ) τὴν ἀποστολὴν ὁμάδων στελεχῶν ἐπὶ τῷ τέλει τῆς ἐπαγγελματικῆς των τελειοποιήσεως διὰ πρακτικῶν ἐργασιῶν ἢ μελετῶν ὡς καὶ τῆς συμπληρώσεως τῶν γνώσεών των εἰς τὸν τομέα τῶν ἐπιστημονικῶν ἐπιτεύξεων, δι' ἐπισκέψεων, διαλέξεων καὶ ἑτέρων συμπεφωνημένων μέσων,

ζ) ἑτέρας μορφὰς οἰκονομικῆς συνεργασίας καὶ τεχνικῆς βοηθείας προηγουμένως συμφωνηθείσας μεταξὺ τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν,

Ἄρθρον 5.

Ἡ οἰκονομικὴ συνεργασία καὶ τεχνικὴ βοήθεια ὑπὸ τὰς ἐν ἄρθρῳ 4 τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐκτεθείσας μορφάς, θέλουσιν ἐφαρμοσθῇ ἐπὶ τῇ βάσει τῶν μεταξὺ τῶν οἰκονομικῶν ὀργανώσεων καὶ ἐνδιαφερομένων ἱδρυμάτων τῶν δύο χωρῶν συναπτομένων συμβάσεων. Αἱ συμβάσεις αὗται δέον νὰ ὦσι σύμφωνοι πρὸς τὰς νομοθετικὰς διατάξεις, ἐν ἰσχύϊ ἐπὶ τοῦ

ἐδάφους ἑκάστου τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν ὡς καὶ πρὸς τὰς διεθνεῖς αὐτῶν ὑποχρεώσεις.

Ἄρθρον 6.

Ὁ διακανονισμὸς τῶν ἐξόδων, τῶν προκυπτόντων ἐκ τῆς συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 4 παράγρ. γ, ε καὶ στ τῆς παρούσης Συμφωνίας προσφερομένης τεχνικῆς βοηθείας, θὰ διενεργῆται δυνάμει τῶν διατάξεων τῆς Συμφωνίας πληρωμῶν, τῆς ἰσχυούσης τὴν ἡμέραν τοῦ ὡς ἄνω διακανονισμοῦ μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας.

Ἄρθρον 7.

Αἱ τακτικαὶ σύνοδοι τῆς Ἐπιτροπῆς λαμβάνουσι χώραν ἅπαξ κατ' ἔτος. Ἐν περιπτώσει ἀνάγκης καὶ τῇ προτάσει τοῦ ἑνὸς τῶν ἐθνικῶν τμημάτων τῆς Ἐπιτροπῆς, δύνανται νὰ συγκληθῶσι καὶ ἔκτακτοι σύνοδοι.

Αἱ τακτικαὶ καὶ ἔκτακτοι σύνοδοι τῆς Ἐπιτροπῆς συγκαλοῦνται διαδοχικῶς ἐν τῷ Βασιλείῳ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῇ Λαϊκῇ Ὁμοσπονδιακῇ Δημοκρατίᾳ τῆς Γιουγκοσλαυΐας.

Ἄρθρον 8.

Δύο μῆνας πρὸ τῆς συνόδου τῆς Ἐπιτροπῆς οἱ πρόεδροι τῶν δύο ἐθνικῶν τμημάτων αὐτῆς ἀνταλλάσσουσι γραπτῶς σχέδια ἡμερησίας διατάξεως τῆς συνόδου καὶ συγκεκριμένας προτάσεις ἐπὶ τοῦ προγράμματος οἰκονομικῆς συνεργασίας καὶ τεχνικῆς βοηθείας, αἵτινες θέλουσι συζητηθῆ κατὰ τὴν σύνοδον.

Ἐν τῇ ἡμερησίᾳ διατάξει τῆς συνόδου ἐγγράφονται τὰ ὑπὸ τῶν δύο προέδρων τῶν ἐθνικῶν τμημάτων τῆς Ἐπιτροπῆς προταθέντα θέματα. Ἡ σειρὰ ἐξετάσεως τῶν συζητητέων ζητημάτων ὁρίζεται διὰ συμφωνίας τῶν δύο προέδρων. Ἐλλείψει συμφωνίας ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου, αἱ προτάσεις τίθενται ἐν τῇ ἡμερησίᾳ διατάξει κατὰ τὴν σειρὰν τῆς ὑποβολῆς των.

Ἄρθρον 9.

Κατὰ τὴν σύνοδον ἡ Ἐπιτροπή, συμφωνούντων τῶν δύο ἐθνικῶν της τμημάτων, ἀποφασίζει περὶ τῶν συστάσεων καὶ προτάσεων ἐπὶ παντὸς θέματος ἀφορῶντος τὴν οἰκονομικὴν συνεργασίαν καὶ τεχνικὴν βοήθειαν καὶ καταχωρίζει ταύτας εἰς τὸ πρακτικὸν τῆς συνόδου.

Τὸ πρακτικὸν συντάσσεται εἰς διπλοῦν εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν, ὑπογράφεται δὲ ὑπὸ ἀμφοτέρων τῶν προέδρων τῶν ἐθνικῶν τμημάτων τῆς Ἐπιτρπῆς.

Τὸ πρακτικὸν θέλει τεθῆ ἐν ἰσχύϊ μετὰ τὴν ἔγκρισίν του ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο χωρῶν, ἣν τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη θέλουσι κοινοποιήσει ἀλλήλοις διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 10.

Τὰ ἐθνικὰ τμήματα τῆς Ἐπιτροπῆς δύνανται νὰ συνοδεύωνται ἐν τῇ συνόδῳ ὑπὸ ἐμπειρογνωμόνων καὶ συμβούλων, οἵτινες μετέχουσι τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἐπιτροπῆς ἐπὶ τῶν συμφωνηθέντων ὑπὸ τῶν δύο προέδρων τῶν ἐθνικῶν τμημάτων θεμάτων.

Ἄρθρον 11.

Ἐν περιπτώσει ἀνάγκης καὶ ἵνα ἐξετασθῶσι συγκεκριμένα προβλήματα συνεργασίας, ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ ὁρίσῃ ὁμάδας ἐργασίας. Ἑκάστη τῶν ὡς ἄνω ὁμάδων συνιστᾶται ὑπὸ τοῦ ἑλληνικοῦ καὶ τοῦ γιουγκοσλαυϊκοῦ ἐθνικοῦ τμήματος, ἑκάστου τῶν τελευταίων τούτων ἀποτελουμένου ἐκ τοῦ ἀναγκαίου ἀριθμοῦ μελῶν. Τὰ ἐθνικὰ τμήματα τῆς Ἐπιτροπῆς ὁρίζουσι ἐκ τῶν μελῶν των τοὺς προέδρους τῶν ἀντιστοίχων ἐθνικῶν τμημάτων τῶν ὁμάδων ἐργασίας.

Αἱ ὁμάδες ἐργασίας συνέρχονται ἀναλόγως τῶν ἀναγκῶν ἡ δὲ ἀρχὴ τῆς ἐκ περιτροπῆς ἐν τῷ Βασιλείῳ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῇ Λαϊκῇ Ὁμοσπονδιακῇ Δημοκρατίᾳ τῆς Γιουγκοσλαυΐας συγκλήσεως τῶν συνόδων ἐφαρμόζεται καὶ ἐπὶ τῶν συνόδων τῶν εἰρημένων ὁμάδων ἐργασίας. Τὰ πρακτικὰ τῶν συνόδων τῶν ὁμάδων ἐργασίας, μετὰ τὴν ἔγκρισίν των ὑπὸ ἀμφοτέρων τῶν προέδρων τῶν ἐθνικῶν τμημάτων τῆς Ἐπιτροπῆς, διαβιβάζονται πρὸς ἔγκρισιν εἰς τὰς ἁρμοδίας ἀρχὰς τῶν δύο χωρῶν.

Ἄρθρον 12.

Ὡς πρόεδρος καὶ ὡς γραμματεὺς τῆς συνόδου καὶ ὡς πρόεδρος τῆς ὁμάδος ἐργασίας ὁρίζονται ὁ πρόεδρος καὶ ὁ γραμματεὺς τοῦ ἐθνικοῦ τμήματος τῆς Ἐπιτροπῆς ἢ ὁ πρόεδρος τοῦ ἐθνικοῦ τμήματος τῆς ὁμάδος ἐργασίας τοῦ Κράτους ἐν ᾧ συγκαλεῖται ἡ σύνοδος. Τὸ ἐθνικὸν τμῆμα τῆς Ἐπιτροπῆς ἢ τῆς ὁμάδος ἐργασίας τοῦ Κράτους ἐν ᾧ συγκαλεῖται ἡ σύνοδος ἀναλαμβάνει τὰ χρέη γραμματείας τῆς συνόδου τῆς Ἐπιτροπῆς ἢ τῆς ὁμάδος ἐργασίας.

Τὰ διάφορα ἔξοδα ὀργανώσεως καὶ διεξαγωγῆς τῆς συνόδου βαρύνουσι τὸ Συμβαλλόμενον Μέρος ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου συγκαλεῖται ἡ σύνοδος. Τὰ προσωπικὰ ἔξοδα καὶ τὰ ἔξοδα μετακινήσεως τῶν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τῶν ὁμάδων ἐργασίας, τῶν πραγματογνωμόνων καὶ τῶν λοιπῶν μετεχόντων τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἐπιτροπῆς προσώπων, βαρύνουσι τὸ Συμβαλλόμενον Μέρος ὅπερ τὰ εἰρημένα πρόσωπα ἀντιπροσωπεύουσιν.

Ἄρθρον 13.

Τὰ ἐθνικὰ τμήματα τῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τὰ τῶν ὁμάδων ἐργασίος ἐπικοινωνοῦσι δι' ἀπ' εὐθείας ἀλληλογραφίας ὑπογραφομένης ὑπὸ τοῦ προέδρου ἢ τοῦ γραμματέως τοῦ ἐθνικοῦ τμήματος τῆς Ἐπιτροπῆς ἢ ὑπὸ τοῦ προέδρου τοῦ ἐθνικοῦ τμήματος τῆς ὁμάδος ἐργασίας.

Ἄρθρον 14.

Ὡς ἐπίσημος γλῶσσα τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τῶν ὁμάδων ἐργασίας ὁρίζεται ἡ γαλλική. Διὰ συμφωνίας τῶν προέδρων τῶν δύο ἐθινκῶν τμημάτων τῆς Ἐπιτροπῆς ἢ τῶν ὁμάδων ἐργασίας δύανται νὰ γίνῃ δεκτὴ ἑτέρα γλῶσσα ὡς ἐπίσημος.

Ἄρθρον 15.

Ἡ ἐκτέλεσις τῶν συμπερασμάτων καὶ τῶν συστάσεων τῶν περιλαμβανομένων εἰς τὰ πρακτικὰ τῆς συνόδου τῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τῶν ὁμάδων ἐργασίας, μετὰ τὴν ἔγκρισίν των ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο χωρῶν, ἀνατίθεται, ἐν ἑκάστῃ τῶν δύο χωρῶν, εἰς ὀργανισμὸν ὁριζόμενον πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν ὑπὸ τῶν ἀρχῶν τῆς χώρας ταύτης. Περὶ τούτου οἱ πρόεδροι τῶν ἐθνικῶν τμημάτων τῆς Ἐπιτροπῆς ἐνημεροῦσιν ἀλλήλους.

Ἄρθρον 16.

Ἡ παροῦσα συμφωνία ἰσχύει διὰ περίοδον 5 ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς θέσεως αὐτῆς εἰς ἐφαρμογήν. Ἡ παροῦσα Συμφωνία παρατείνεται αὐτομάτως ἑκάστοτε διὰ περίοδον 5 ἐτῶν, ἐφ' ὅσον ἐν τῶν Συμβαλομένων Μερῶν δὲν ἤθελε καταγγείλει ταύτην ἓξ μῆνας πρὸ τῆς λήξεώς της.

Ἄρθρον 17.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ ἐπικυρωθῆ καὶ θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ τὴν ἡμέραν ἀνταλλαγῆς τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως, ἥτις θὰ λάβῃ χώραν ἐν Βελιγραδίῳ.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 18ην Ἰουνίου 1959 εἰς διπλοῦν εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος	Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρ. τῆς Γιουγκοσλαυΐας
Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ	ΚΟΤΣΑ ΠΟΠΟΒΙΤΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ